

# Le pouvoir a-t-il horreur des femmes ?

Autor(en): **Lempen, Silvia**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **72 (1984)**

Heft [2]

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-277109>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

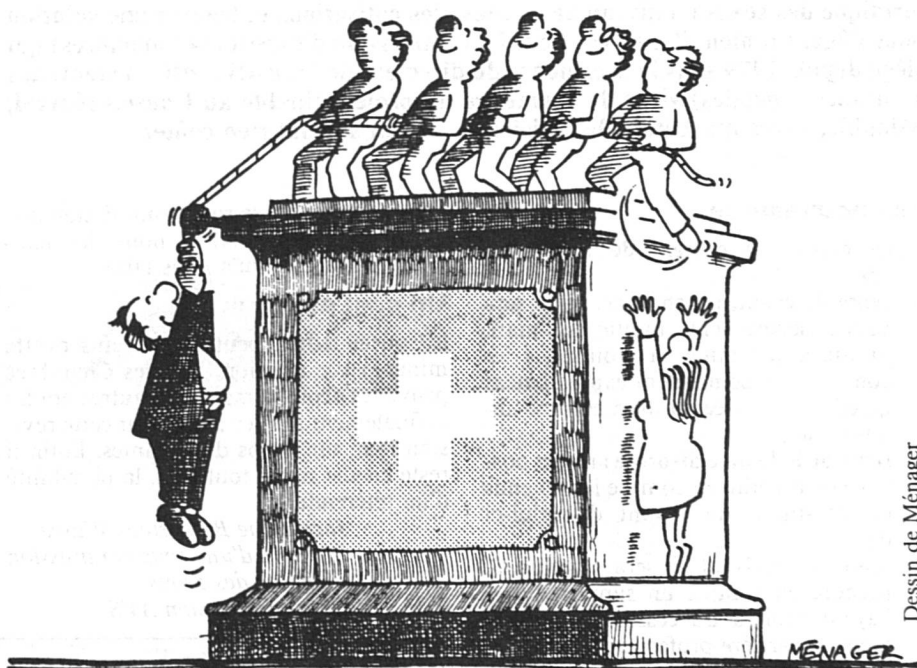
## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Le pouvoir a-t-il horreur des femmes ?

« *Le pouvoir a horreur des femmes* » trait le journal *Le Monde* en rendant compte, le 26 décembre 1983, sous la plume de son correspondant en Suisse, de la défaite de Lilian Uchtenhagen et du contexte dans lequel il faut l'interpréter. Cette paraphrase de la célèbre formule « La nature a horreur du vide » n'est pas qu'une boutade. Les participants à la « *Table ouverte* » du dimanche 8 janvier sur le thème « *Les femmes et le pouvoir* » ont prouvé, chacun à leur manière, que les relations de la gent féminine helvétique et de la politique ne sont pas des plus sereines.

Certes, Yvette Jaggi, (cons. nat. soc. VD) a rappelé que, contrairement à ce qui s'est passé dans certains pays voisins, la représentation féminine au parlement national n'a pas reculé, et qu'elle est en progression aux niveaux cantonal et communal. Sans aller jusqu'à affirmer, comme le PDC valaisan Pierre de Chastonay a eu l'indécence de le faire, que la sous-représentation féminine dans les parlements est au fond normale, et qu'il faut s'en accommoder en laissant faire le temps, on peut admettre que la situation est moins tragique qu'elle pourrait l'être sur le plan législatif.



*Le Monde*, 26 décembre 1983

## Le barrage des exécutifs

Mais pour ce qui est des exécutifs, c'est une autre histoire. Un poste de Conseiller d'Etat (et a fortiori de Conseiller Fédéral), a fait remarquer Yvette Jaggi avec pertinence, c'est un gagne-pain, et non des moindres. On tolère que les femmes dépendent sans compter leur temps et leur énergie au profit de leur parti dans un Grand Conseil ou aux Chambres Fédérales. Mais quand il s'agit d'obtenir une « situation » en bonne et due forme, c'est le barrage.

« C'est que nous ne pouvons pas compter sur le même *background* familial qu'un homme pour faire carrière en politique ! » s'est exclamée Geneviève Aubry (cons. nat. rad. BE); dommage que nul n'ait assorti cette judicieuse remarque du vibrant plaidoyer pour le partage intégral des responsabilités qui aurait dû logiquement l'accompagner.

## Les questions vraies

Pour Monique Bauer-Lagier (cons. aux Etats lib. GE), le problème est plus profond. Si le pouvoir n'aime pas les femmes, c'est aussi et peut-être surtout parce que les femmes n'aiment pas le pouvoir tel qu'il faut le concevoir pour être admis à le pratiquer. Le désenchantement des femmes

face à la politique découle du paternalisme stérilisant qui est constamment opposé à leur souci de spécificité.

Et c'est sans doute sur ce plan-là que se situait l'enjeu le plus important de l'émission. D'un côté, il y a celles qui, comme Monique Bauer-Lagier ou comme Yvette Jaggi (qui parlait de la « passion immodérée des femmes pour les questions vraies ») refusent une intégration qui ressemble à une neutralisation; de l'autre côté il y a celles et ceux qui, tout en reconnaissant certains traits particuliers à la pratique politique des femmes, se font les chantres de l'adaptation aux priorités et aux méthodes masculines. Geneviève Aubry ne s'étonnait-elle pas de l'inconséquence des femmes qui, bonnes gestionnaires du budget familial, se laissent entraîner par un sentimentalisme naïf en réclamant plus de générosité envers le tiers monde ?

Symptomatique de cette divergence fondamentale, le débat sur la participation des femmes aux rouages économiques. « Comment voulez-vous qu'il y ait plus de femmes aux commandes du pays tant qu'il y en a si peu dans les conseils d'administration ? » s'interrogeaient de concert Geneviève Aubry et Pierre de Chastonay; et Monique Bauer-Lagier de rétorquer que les femmes veulent justement garder leur

indépendance face au pouvoir économique, sans pour autant l'ignorer...

## Formation insuffisante

Tout le monde était en revanche d'accord pour admettre que les femmes ne sont pas suffisamment préparées à la vie publique. « Que font les partis politiques pour réparer ce handicap ? » a demandé une téléspectatrice en fin d'émission. Yvette Jaggi a pu faire état du gros travail d'encouragement et de préparation dont l'organisation des Femmes Socialistes fait bénéficier ses membres, et qui semble, d'après les participants à la table ronde, ne pas avoir d'équivalent dans les autres partis.

Est-ce là la cause du fort « taux d'éligibilité » des candidates socialistes par rapport à leurs collègues des partis bourgeois ? Ou bien y a-t-il des explications plus proprement politiques ? Il aurait été intéressant de creuser la question, et de s'interroger sur le malaise que les femmes du centre et de la droite sont nombreuses à dénoncer après les élections fédérales de l'automne dernier. Malheureusement, le temps a manqué pour ce volet du débat. Peut-être FS pourrait-il servir de relais ? Nous serions très heureuses que toutes les lectrices qui ont envie de s'exprimer sur ce sujet nous écrivent pour prolonger la discussion.

Silvia Lempen